

Fortes inquiétudes autour de la trésorerie

La direction départementale des finances Publiques (DDFIP) prévoit de fermer six trésoreries en Eure-et-Loir pour 2020, dont celle de La Loupe. Une perspective qui inquiète autant les élus, que le personnel, les syndicats et la population.

Lundi soir, à Combres, Jean-Luc Barçon-Maurin, directeur départemental des finances publiques d'Eure-et-Loir, s'est ainsi rendu au Conseil communautaire des Terres de Perche pour présenter aux élus la restructuration de ses services.



MOBILISATION. Les agents des finances publiques manifestent leurs inquiétudes. Comme les élus.

« Des conditions de services dégradées »

Soucieux de vérifier « que les élus ont bien toutes les informations », Jean-Luc Barçon-Maurin a déclaré que Gérard Darmanin, ministre des comptes publics « s'est engagé à ne pas fermer de trésoreries en 2020 si les élus locaux n'y sont pas favorables. »

Puis il a ajouté : « Il suffit au maire d'écrire un courrier public au directeur des finances publiques, pour garantir pour un an, au moins, le maintien de la trésorerie de la Loupe. »

En alternative à cette fermeture, Jean-Luc Barçon-Maurin a évoqué « la multiplication des points

d'accueil au sein des Maisons de services au public ou Maisons France services, notamment avec la création d'un guichet unique à Thiron-Gardais et à la Loupe ».

Même si l'administration parle de « rapprochement des usagers avec les services publics », plusieurs

élus s'élèvent pour dénoncer « des conditions dégradées de services pour les usagers et la précipitation de l'administration. »

Éric Gérard, le président de Terres de Perche et maire de la Loupe, a cité l'exemple du démantèlement de la sécurité sociale. L'élu s'inquiète ainsi

pour les usagers, pour les investissements réalisés à la perception dont il « veut être dédommagé » et les conséquences des suppressions d'emplois des personnels sur l'économie locale.

Sursis d'un an

En parallèle de ces dommages collatéraux, Éric Gérard parle « des difficultés à garder les opérateurs de proximité au sein de la MSAP car ce n'est pas avec les 15.000 € par an de l'État que nous arriverons à la faire fonctionner ! »

Prenant acte du sursis d'un an, Éric Gérard conclut : « Il n'y aura pas de fermeture de la trésorerie en 2020 sans notre accord. N'allons pas trop vite. » ■

Le syndicat est vent debout

« C'est une illusion destinée à vous égarer », a dénoncé David Boilet, le représentant du Syndicat Solidaires Finances. Rassemblés devant la salle de Combres, le syndicaliste et les agents des finances publiques dénoncent : « Il n'y aura aucun agent des finances publiques dans les points de contacts dont parle la direction. L'employé de mairie ou l'animateur de la MSAP disposeront seulement des coordonnées d'un référent à la Direction des finances publiques. Il ne pourra pas répondre aux questions des usagers qui devront alors se rendre à Dreux ou à Chartres pour toute question fiscale. » ■